



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



Appui au Programme Production Rurale de la Coopération Suisse au Burkina Faso

Rapport de la 2^{ème} mission de backstopping de l'IPAR

du 02 au 07 juillet 2012

Cheikh Oumar BA
Daouda DIAGNE
Ibrahima HATHIE

Août
2012

Sommaire

I. LES OBJECTIFS DE LA MISSION	4
II. LE DEROULEMENT DE LA MISSION.....	4
A. UNE REUNION PREPARATOIRE	4
B. L'APPROFONDISSEMENT AUPRES DES ACTEURS.....	4
C. LE DEBRIEFING FINAL.....	4
III. LES RÉSULTATS : CONSTATS, ANALYSES ET ENJEUX.....	5
A. LA STRUCTURATION DES OP	5
1. <i>Des acquis conquis dans la durée.....</i>	5
2. <i>Des acquis qui restent à consolider.....</i>	5
3. <i>Une multitude de chantiers</i>	5
B. LA MARAICHECULTURE.....	6
1. <i>Le système du goutte à goutte est très apprécié.....</i>	6
2. <i>Une limite, la faible capacité financière des producteurs</i>	7
3. <i>Une mise à l'échelle qui reste un défi.....</i>	8
C. LA RIZICULTURE	8
1. <i>Des coopératives et des unions de femmes qui ont un potentiel.....</i>	9
2. <i>Des contraintes et menaces sur les acteurs et la filière.....</i>	10
3. <i>Le défi de la gestion concertée et la défense des intérêts</i>	10
D. LES QUESTIONNEMENTS / INTERPELLATIONS.....	11
1. <i>Initier une stratégie de pérennisation.....</i>	11
2. <i>Initier une concertation entre acteurs sur des enjeux régionaux.....</i>	11
3. <i>Articuler les projets locaux aux enjeux régionaux et nationaux.....</i>	11
4. <i>Renforcer les capacités multiformes des acteurs.....</i>	12
IV. LES PERSPECTIVES.....	13
A. TROIS TYPES D'INTERVENTION.....	13
1. <i>Bilan – planification.....</i>	13
2. <i>Accompagnement - suivi</i>	13
3. <i>Appui spécifique.....</i>	13
B. LA PROGRAMMATION DES PROCHAINES MISSIONS.....	14
ANNEXES.....	15
ANNEXE 1 : DETAILS DE LA MISSION PROPOSEE PAR LE BUCO	16
ANNEXE 2 : DEROULEMENT DE LA MISSION	17
ANNEXE 3 : RAPPEL DES OBJECTIFS DU "PROGRAMME PRODUCTION RURALE"	18
ANNEXE 4 : SYNTHESE DU DEBRIEFING	19

Introduction

Au Burkina Faso, le Bureau de la Coopération suisse (DDC/BUCO) accompagne le gouvernement dans ses politiques destinées, entre autres, à développer le capital humain, à accroître durablement la production, à favoriser la création de richesse et à préserver les ressources naturelles. Ces efforts se situent dans le secteur de l'agriculture et l'élevage qui ambitionne de nourrir une population de près de 15 millions d'habitants alors qu'il est confronté à une série de contraintes : une pluviométrie erratique (épisodes de sécheresse, d'inondations), une situation foncière de plus en plus tendue, un accès limité des producteurs à des équipements et matériels appropriés de production, au crédit, au marché.

Ce secteur reste important et bénéficie en effet de la part du BUCO d'un appui conséquent dans le cadre du "programme production rurale" qui est dans sa seconde phase (2011-2014) et dont l'objectif global est le suivant : *« Augmenter la production agricole et pastorale pour une sécurité alimentaire, une sécurisation et un accroissement des revenus des producteurs, grâce à la mise en place d'un dispositif de conseils et services par ou pour des organisations de producteurs »*

Le BUCO au Burkina Faso, veut mettre en place un mécanisme interne de veille sur la qualité des programmes en cours d'exécution : alignement avec les politiques du pays et avec la philosophie de la coopération suisse ; contribution au renforcement des capacités des partenaires à élaborer des réponses adaptées à leurs besoins de développement économique et social durable.

C'est dans ce cadre qu'un partenariat est en construction avec l'IPAR et c'est ainsi qu'a été organisé, du 24 Octobre au 4 Novembre 2011, une première mission d'identification et de planification des interventions de l'IPAR en appui aux actions soutenues par le programme "Production Rurale" de la DDC/ BuCo. Cette première mission effectuée par Adama Faye et Alain Mbaye de l'IPAR a permis d'envisager une contribution de l'IPAR qui se décline en ces termes :

- animation de la réflexion et d'accompagnement des initiatives relatives à la constitution d'une plateforme paysanne représentative des organisations de producteurs du Burkina Faso et fortement intégrée au mouvement paysan de la sous-région ;
- suivi et d'évaluation de l'option stratégique de développement des exploitations familiales marquée par une orientation vers le marché ;
- accompagnement de la dynamique de structuration et d'organisation du maraîchage qui est une activité hautement stratégique pour les ménages ruraux et pour l'économie de la région de Ouahigouya ;
- facilitation de la planification stratégique envisagée par le RECOPA et de suivi de sa mise en œuvre.

La seconde mission s'est déroulée du 02 au 07 juillet 2012 avec une équipe composée de trois personnes de l'IPAR : Dr. Cheikh Oumar BA, socio-anthropologue, directeur exécutif IPAR ; Dr. Ibrahima HATHIE, économiste agricole, directeur de recherche ; Dr. Daouda DIAGNE, sociologue rural, responsable valorisation. Ce rapport de mission est articulé en quatre (4) parties suivantes : *(i)* les objectifs de la mission ; *(ii)* le déroulement de la mission ; *(iii)* les résultats (constats, analyses et enjeux) ; *(iv)* les perspectives.

I. LES OBJECTIFS DE LA MISSION

Trois objectifs ont été retenus : **1)** identifier les besoins d'appui des actions ciblées et évaluer la pertinence des interventions envisagées ; **2)** planifier les interventions dont la pertinence et les objectifs de l'appui sont établis ; **3)** s'accorder sur les termes du contrat devant lier l'IPAR au BuCo.

La mission a permis de réaliser un backstopping / interpellations du programme et de ses partenaires pour permettre au BUCO de mieux atteindre ses objectifs. Sur le plan méthodologique, cela s'est fait à travers trois axes stratégiques :

- L'appui à la structuration des Organisations paysannes (OP) ;
- Appui à la maraîchiculture¹, notamment le système goutte à goutte ;
- Appui à la riziculture.

II. LE DÉROULEMENT DE LA MISSION

La mission s'est déroulée en trois temps : (i) une réunion préparatoire à Ouagadougou ; (ii) un approfondissement auprès des acteurs sur le terrain ; (iii) un débriefing à Ouagadougou, à la fin de la mission (voir les détails de la mission et son déroulement en annexes 1 et 2).

A. Une réunion préparatoire

La matinée du premier jour de la mission a été consacrée à la réunion préparatoire à Ouagadougou dans les locaux du BuCo. Elle a permis aux responsables du BUCO de préciser les objectifs, le programme et surtout de revenir sur certains enjeux de la mission de backstopping. L'équipe de l'IPAR a également décliné sa compréhension de la mission et de ses enjeux. Enfin, le programme a été précisé.

B. L'approfondissement auprès des acteurs

La mission s'est effectuée sur le terrain avec un accompagnement du responsable du programme production rurale pendant toute la durée et en fin de mission la responsable Genre s'est également adjointe à l'équipe. Le programme a été respecté globalement et différents acteurs ont été rencontrés, ce qui a permis de traiter les trois axes d'analyse retenus :

- (i) l'appui à la structuration des OP (Confédération paysannes du Faso) ;
- (ii) la maraîchiculture (les producteurs utilisant le goutte à goutte, les Chambres Régionales de l'Agriculture de Koudougou et de Ouahigouya) ;
- (iii) la riziculture (les coopératives et les femmes étuveuses de Mogtédo et Boulbi).

C. Le débriefing final

Elle s'est déroulée en présence des responsables du BUCO et a permis aux membres de l'IPAR de présenter les résultats de la mission et des perspectives pour la suite de la collaboration.

¹ Terme utilisé au Burkina Faso pour parler de maraîchage.

III. LES RÉSULTATS : CONSTATS, ANALYSES ET ENJEUX

Les résultats sont présentés suivants les trois axes stratégiques d'analyse : structuration, maraîchiculture et riziculture. Pour chaque axe les acquis, limites, contraintes et enjeux sont présentés.

A. La structuration des OP

1. Des acquis conquis dans la durée

a) Une structuration du niveau local au niveau national

Le mouvement paysan au Burkina a connu pendant plusieurs décennies une évolution tumultueuse et des relations pas toujours faciles au sein des organisations paysannes et entre les organisations paysannes et les autorités publiques. Malgré cela, aujourd'hui, il existe des organisations fortes et la Confédération paysanne du Faso (CPF) est considérée comme une structure nationale représentative avec des démembrements jusqu'à la base. Sa structuration est effective avec un réseau de fédérations et de groupements, d'unions de base et de cadres régionaux de concertation des organisations paysannes.

b) Une certaine légitimité reconnue par les autorités

La CPF jouit d'une certaine reconnaissance par les autorités politiques comme interlocuteur et cela se reflète par le fait qu'elle est régulièrement consultée et sollicitée par l'Etat. Elle a ainsi contribué dans des chantiers sur les politiques agricoles comme le Programme National du Secteur Rural (PNSR), le foncier rural, etc.

2. Des acquis qui restent à consolider

a) Une représentativité questionnée

Les dissensions internes au sein du mouvement paysan burkinabé ne sont pas encore totalement maîtrisées par les producteurs. Ainsi, toutes les OP ne sont pas à la CPF, ce qui constitue un défi en terme de représentativité face aux autres interlocuteurs et notamment l'Etat.

b) Un risque permanent de remise en cause

Il existe un risque permanent de remise en cause de la légitimité des OP à travers la création des chambres d'agriculture et leur reconnaissance comme interlocutrices légitimes de l'Etat. A noter qu'en 2012, les chambres et la CPF ont co-organisé les forums pré-Journée Nationale Paysanne. D'autre part, les modifications des textes régissant les statuts des OP constituent un enjeu qui mérite d'être suivi pour que cela ne porte préjudice à l'émergence et le renforcement d'OP fortes et autonomes.

3. Une multitude de chantiers

Ainsi, en début 2012, la Cellule d'analyse des politiques et des études prospectives (Capep) de la CPF a tenu une session sur la relecture de la loi 014/99/AN. La CPF et les interprofessions ont également élaboré un "*Document de vision et propositions sur le cadre juridique et institutionnel des interprofessions agricoles*". Elles développent un plaidoyer à l'attention des parlementaires, du gouvernement et des partenaires au développement en formulant 11 propositions pour qu'on puisse "*conférer aux producteurs burkinabé et à leurs exploitations un cadre juridique et institutionnel favorable à l'accroissement des productions, à l'unité du mouvement paysan burkinabé et à la prospérité du Burkina Faso*"².

² CPF, Projet de loi sur les interprofessions agricoles au Burkina Faso, nd.

On note au niveau de la CPF une réelle prise de conscience des enjeux et les plus importants ont été identifiés.

Les enjeux identifiés par la Confédération paysanne du Faso (CPF)

Ils sont les suivants :

- La politique de sécurisation foncière ;
- L'absence d'une LOA ;
- La relecture de la loi 014 ;
- Le rôle et la responsabilité des acteurs ;
- Le suivi des exploitations familiales pour alimenter le plaidoyer ;
- Le dialogue inclusif.

Source : entretien avec les responsables, le 02 juillet 2012.

B. La maraîchiculture

Le programme de goutte à goutte a connu une 1^{ère} phase test de 2005 à 2007, au niveau de la région du Nord Région du Nord (Ouahigouya - Koumbri - Tikaré). Une seconde phase a concerné d'autres régions (Nord, Centre-Nord, Sahel) et actuellement le projet en est à sa phase d'extension (2011-2014).

La phase d'extension n°1 est intitulée : "*Approche intégrée de développement du maraîchage à travers la technique d'irrigation goutte à goutte*". L'exécution est en partie assurée par un bureau d'études, le GEDES qui assure également la phase n°2 (décembre 2011-Février 2014), intitulée, "*Programme de développement de maraîchage par l'irrigation goutte à goutte*" (PDMIG). A la suite des entretiens effectués avec des producteurs utilisateurs du système, des producteurs ayant bénéficiés des champs-écoles et une structure de micro finance accompagnant des producteurs qui utilisent le système, un certain nombre de constats et analyses peuvent être faits.

1. Le système du goutte à goutte est très apprécié

a) Des avantages reconnus

Nous avons noté un vif intérêt des productrices et producteurs pour le système du goutte à goutte. Toute une série d'argumentaires sont développés pour témoigner de l'utilité du système dont les avantages portent essentiellement sur :



- l'économie d'eau dans un pays où elle constitue un facteur limitant en matière de production agricole : "*la plante a ce qu'il lui faut et juste ce qu'il lui faut !*" ;
- l'augmentation de la productivité que ce soit par rapport à la surface cultivée mais aussi par rapport au temps de travail ;
- le gain de temps est surtout apprécié par les femmes qui souffrent le plus de cette contrainte tant elles ont des occupations très prenantes dans les ménages ;
- l'utilisation optimale des intrants (fumure, semences) ;
- la baisse des maladies phytosanitaires, ce qui constitue une certaine économie monétaire et accroît la qualité de la production.

b) Des champs-école qui ont du succès

Les témoignages recueillis font état d'un engouement certain pour le système et ceci pour toutes les raisons déjà précédemment évoquées. Au niveau du centre de formation des jeunes, le constat est édifiant : "Avant, les enfants se cachaient quand on leur disait qu'il fallait aller au jardin, maintenant avec le champ-école ils sont tous là et ils sont fiers des résultats qu'ils ont obtenus". Plusieurs demandes sont formulées auprès du GEDES pour une démultiplication des champs-école. Différents partenaires au projet saluent l'initiative : collectivités locales facilitant l'accès aux parcelles, Organisations paysannes et Chambre d'agricultures facilitant l'intermédiation, organismes d'octroi de crédits, etc.

Quelques éléments de résultats de la phase d'extension n°1

Concernant la phase n°1, en termes de réalisations :

- Plus de 13 sites promotionnels dont 9 champs-école dans 9 communes de 4 régions;
- 510 apprenants dont 40% de femmes ;
- 34 maçons locaux formés ;
- 38 formateurs endogènes formés.

Sur le plan économique (cash flow) :

- sur 500 m² : 90 000 FCFA à Bouldié cycle normal et 188 450 FCFA à Kyon ;
- sur 1 000 m² : 112 860 FCFA en cycle normal ; 459 650 FCFA cycle anticipé ;
- sur 2 000 m² : 1 089 167 FCFA cycle normal et cycle anticipé.

Concernant la phase n°2, en termes de réalisations :

- 13 sites promotionnels et 25 sites mis en place en partenariat ;
- des compétences de proximité confirmées en réalisation des réservoirs ;
- des compétences de proximité confirmées en pose du système et en formation sur la prise en mains.

Source : DDC, Goutte à goutte : des expériences pilotes à l'extension, nd.

c) Un engouement pour une acquisition du système

Nombre de productrices et producteurs souhaitent acquérir le système. L'engouement est généralisé. Il faut cependant noter que certains gros producteurs disposant de grandes superficies et exportant dans des pays de la sous-région, ne sont pas particulièrement intéressés par ce système car leur ambition se trouvent plutôt dans l'acquittions de motopompes à grand débit. Cependant, ils reconnaissent l'utilité du système pour les petits producteurs.

2. Une limite, la faible capacité financière des producteurs

Pourtant un écueil est à noter, c'est le paradoxe qui fait que le système est adapté aux petits producteurs et justement ces petits producteurs ont de faibles capacités financières. Cependant, des expériences de financement de producteurs existent avec une institution de financement originale, le GEFED (Organisation africaine de développement économique et social) qui a pour but d'améliorer les conditions de vie des populations par la promotion des initiatives locales et qui dispose d'une branche, *GEFED microfinance* créée en 2008 pour financer les porteurs de projets viables exclus du système de financement classique³.

³ <http://www.gefedbf.com/index.php>

3. Une mise à l'échelle qui reste un défi

Malgré les signes prometteurs par rapport au potentiel de développement du système du goutte à goutte, la stratégie de mise à l'échelle reste encore à préciser et des interrogations existent sur plusieurs aspects.

a) Le passage des champs-écoles à la large appropriation

La question, ici est de savoir comment lier les champs-écoles à l'élargissement de l'utilisation du système à un grand nombre de producteurs ? Cette interrogation est très partagée par nombre d'acteurs (productrices et producteurs, promoteurs du système, acteurs de la microfinance).

b) Du petit investissement à l'investissement productif

Pour le responsable du GEFED rencontré, l'activité menée avec le système du goutte à goutte est rentable. Cependant, la structure hésite encore à aller plus loin par rapport à la gestion du risque en ce qui concerne le passage du crédit de court terme à un crédit de moyen, long terme. Pourtant, le développement du système est à mettre dans le registre du crédit d'investissement. Ainsi, la réflexion est à approfondir dans ce sens pour que l'extension du système devienne une réalité. La question est donc, comment faire face aux questions d'investissements ?

c) Une conditionnalité, maîtriser le marché

Un des avantages du système c'est l'augmentation de la production. Pourtant, compte tenu du niveau de maîtrise du marché, des difficultés existent dans l'écoulement des produits maraîchers d'autant qu'ils sont périssables et que les infrastructures de stockage ne sont pas vraiment au point⁴. On peut donc à juste titre s'interroger sur le niveau de maîtrise du marché pour absorber une augmentation de la production issue de la généralisation du système de goutte à goutte.

d) Passer d'un raisonnement technique à un raisonnement global

Toutes ces interrogations nous amène à dire que l'extension n'est pas seulement une question de capacité technique. Il y a une série de paramètres à prendre en compte. La question étant multidimensionnelle, on doit tenter de répondre à la question suivante : comment passer d'un raisonnement technique à un raisonnement global ? Trouver la réponse à cette question est une conditionnalité pour que le potentiel de développement du système ne génère pas des désillusions : « *Là où va la masse, c'est là où ça se passe !* ».



C. La riziculture

La filière rizicole a un potentiel de développement certain. En 2009, une stratégie nationale pour une production durable de riz en quantité et en qualité, afin de satisfaire aux besoins en consommation de riz a été formulée. De façon spécifique, il s'agit d'accroître et intensifier la production rizicole, d'améliorer la quantité et la qualité du produit fini mis sur le marché, de renforcer les capacités des acteurs de la filière riz.

⁴ La plate-forme construite à Ouahigouya n'est pas réellement fonctionnelle. Elle est actuellement valorisée très en-deçà de sa capacité, avec une gestion assurée par une chambre d'agriculture qui est démunie de ressources humaines et matérielles et financières.

La mise en œuvre de cette stratégie nationale de développement du riz aura un impact majeur sur l'accroissement de la production rizicole. A l'horizon 2018, il est envisagé l'exploitation de 192.000 hectares pour une production de 802.000 tonnes de paddy, soit environ 500.000 tonnes de riz décortiqué (*VECO, étude sur la filière riz, Février 2011*).

Actuellement, la production nationale ne couvre que 30% des besoins en riz dans le pays. La production de riz se fait suivant deux types de riziculture : la riziculture pluviale dans les bas-fonds et les terres propices qui représentent environ 80% des superficies et la riziculture irriguée dans les périmètres aménagés qui occupent 20% des superficies. Le potentiel en matière de riziculture irriguée est représenté par 9 principales plaines rizicoles : Bagré, Sourou, Vallée du Kou (Bama), Banzon, Karfiguila, Niofila, Douna, Boulbi et Mogtedo.

Au niveau des plaines de Boulbi et Mogtedo, en partenariat avec le BUCO, une ONG italienne le CISV (Comunità Impegno Servizio Volontariato) intervient en appui aux organisations de productrices et producteurs de riz. Une première phase de projet d'une durée de sept (7) mois a travaillé sur trois composantes :

- La Réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles ;
- L'Appui organisationnel aux acteurs (coopératives rizicoles et femmes étuveuses de Boulbi et Mogtedo) ;
- L'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Une seconde phase devrait permettre de poursuivre l'accompagnement jusqu'en 2014 : "*Projet d'appui au renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière rizicole dans les plaines aménagées de Boulbi et de Mogtedo dans les régions du Centre et du Plateau Central au Burkina Faso*"

1. Des coopératives et des unions de femmes qui ont un potentiel

a) Une structuration sur des maillons stratégiques de la filière

L'existence d'une structuration sur des maillons de la filière constitue un acquis certain. En effet, on retrouve quatre OP structurées :

- deux coopératives rizicoles : *la coopérative rizicole de Mogtedo* (378 membres exploitant 110 ha de périmètre irrigué) et *la coopérative Kiswensida de Boulbi* (213 membres exploitant 87 ha) ;
- deux unions d'étuveuses de riz : *l'Union Départementale des Etuveuses de riz de Mogtedo* (177 femmes reparties en deux groupements légalement reconnus) et *l'Union des groupements d'étuveuses de riz de Boulbi* (250 femmes organisées en trois groupements reconnus).

A noter que les structures sont en partenariat avec le CIR-B qui regroupe les producteurs, les transformateurs, les commerçants et les transporteurs de la filière riz au Burkina Faso. Il y a également l'existence de l'UNPR-B qui est une plateforme nationale, composée des coopératives et unions de producteurs rizicoles qui représentent environ 20.000 producteurs rizicoles et qui vise l'amélioration de leurs conditions socio-économiques.

L'UNPR-B a par ailleurs accompagné les femmes étuveuses de Mogtedo à se structurer en une Union départementale d'étuveuses de riz. L'UNPR-B a également accompagné la mise en place de l'Union Nationale des Etuveuses de Riz du Burkina (UNERIZ-B).

b) Une articulation stratégique entre la production et la transformation

Au-delà du fait que les OP se sont positionnées sur des maillons stratégiques, il est à noter que l'articulation stratégique entre la production et la transformation les ont amené à arriver à une certaine maîtrise du marché local à l'image de la coopérative rizicole de Mogtedo qui a fini par se construire un "label Mogtédo" tant son expérience dans la maîtrise du marché a séduit les analystes et acteurs de la filière riz⁵.

2. Des contraintes et menaces sur les acteurs et la filière

Le potentiel de développement de la filière risque d'être compromis par une série de contraintes.

a) Une dégradation de l'environnement physique de la production

A la suite de la visite, nous avons constaté une réelle absence de protection des bassins versants, qui induit ensablement, inondations et autres désagréments qui ont pour conséquence une réelle baisse de la production, notamment au niveau de Mogtedo. Cet état de fait est entre autres du à des dysfonctionnements sur les ouvrages réalisés dans le cadre du *Projet Petits Barrages*. A noter aussi un degré d'érosion élevée au niveau des deux bassins versants.

b) Des difficultés dans la gestion de l'eau

Le manque de cadre de concertation pour gérer collectivement les eaux au niveau des bassins versants constitue un réel frein pour une valorisation optimale et non conflictuelle du potentiel en ressources hydriques au niveau des bassins. Au-delà de la faible concertation entre les différents usagers, on constate également une stratégie non adaptée d'interpellation des décideurs.

c) De nouveaux acteurs qui déstabilisent le marché local

Les risques ne se limitent pas seulement en termes de risque de baisse de production, mais également en termes de déstabilisation de la maîtrise du marché local. En effet, un investisseur privé national s'est installé dans la zone pour transformer le riz local au niveau de Mogtedo. L'arrivée de cet opérateur dans le maillon de la transformation suscite une grosse crainte au niveau des femmes étuveuses qui ne sentent pas capables de le concurrencer et qui n'envisagent pas de relations partenariales, soucieuses qu'elles sont d'être de toutes façons perdantes dans d'éventuelles négociations.

3. Le défi de la gestion concertée et la défense des intérêts

a) La concertation entre les différents acteurs de la filière

Au-delà des textes élaborés sur l'interprofession, la concertation entre les différents acteurs de la filière riz reste un réel enjeu pour un véritable développement du potentiel du secteur. Les intérêts divergents entre les acteurs des différents maillons, le défaut d'articulation fonctionnelle entre les échelles locales, nationales, régionales, constituent des freins et obstacles à surmonter par les acteurs de la filière.

⁵ Voir e film : « Maîtrise de la commercialisation de riz local, l'exemple de Mogtedo au Burkina Faso, une co-production Fida, Inter-réseaux, CTA, 2004, <http://video.google.fr/videoplay?docid=8041149706847316714#>

b) La gestion concertée et non conflictuelle des espaces de production

Comme autre enjeu, on peut citer la capacité d'atténuer les risques de conflits entre les communautés liés à la raréfaction des ressources hydriques⁶.

c) Ne pas se laisser "manger par la ville"

Lors des échanges avec les acteurs de la vallée de Boulbi, il a été question des menaces liées à l'agrandissement tentaculaire de la ville de Ouagadougou qui peut avoir un impact négatif en termes d'acquisition des terres des aménagements en vue d'une extension de l'urbanisation. Il ressort qu'une mobilisation est nécessaire et le développement de stratégies indispensables pour défendre les espaces de production par rapport à l'emprise de la ville.

D. Les questionnements / interpellations

A la suite des différents constats et analyses, une orientation globale se dégage :

Insérer la stratégie d'intervention du BUCO dans des dynamiques régionales

En effet, concernant les trois axes passés en revue, la pertinence des actions est vérifiée :

- En fonction des enjeux de la CPF et du milieu rural au Burkina Faso que nous avons perçus, un appui de la DDC/BUCO trouve toute sa cohérence et sa pertinence ;
- Il existe un réel potentiel en termes d'appui au développement de la maraîchiculture avec un accompagnement nécessaire au niveau des enjeux régionaux impliquant l'ensemble des acteurs dans une dynamique plus globale et pas seulement techniciste ;
- L'appui de la DDC/BUCO trouve toute sa cohérence et sa pertinence pour le développement de la filière riz dont le potentiel est réel mais les défis et contraintes à surmonter le sont tout autant.

Ainsi, nous suggérons quelques pistes qui sont les suivantes.

1. Initier une stratégie de pérennisation

Cela passe par exemple par le développement de produits financiers sur l'investissement pour une réelle expression du potentiel de développement de la maraîchiculture.

2. Initier une concertation entre acteurs sur des enjeux régionaux

Que ce soit sur la maîtrise des facteurs de production (ressources foncières, ressources hydriques, matériel et équipement, etc.) comme sur les maillons de la transformation et la commercialisation, des cadres de concertation multi acteurs font défaut et demandent à être développés.

3. Articuler les projets locaux aux enjeux régionaux et nationaux

La déconnexion des échelles constitue un frein par apport à la maîtrise des processus d'élaboration et de mise en œuvre des lois et décrets d'application. Pour une réelle influence politique les acteurs et notamment les OP doivent arriver à trouver les bonnes articulations entre les différents niveaux pour pouvoir construire des argumentaires pertinents et agir sur la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.

⁶ A Mogtedo, les conflits au niveau de la vallée du Kou liée à la gestion de l'eau durant la campagne de production actuelle ont fait l'objet d'échanges qui ont montré la nécessité d'une action concertée entre producteurs, avant d'aller en négociations vers les autres acteurs non-producteurs.

4. Renforcer les capacités multiformes des acteurs

Sur différents enjeux et à différentes échelles on constate qu'en toile de fond se pose l'enjeu de la formation agricole et rurale qui peut être garant d'une réelle capacitation stratégique et dans la durée pour permettre aux acteurs ruraux de relever les multiples défis auxquels ils sont confrontés dans leurs actions de développement. Un chantier stratégique en perspective !



IV. LES PERSPECTIVES

Il est prévu un accompagnement du BUCO par l'IPAR.

Backstopping (2012-2014)

En effet, l'IPAR sera mandatée directement par la DDC pour assurer les activités suivantes :

- ✓ animation de la réflexion et d'accompagnement des initiatives relatives à la constitution d'une plateforme paysanne représentative des organisations de producteurs du Burkina Faso et fortement intégrée au mouvement paysan de la sous-région ;
- ✓ suivi et évaluation de l'option stratégique de développement des exploitations familiales marquée par une orientation vers le marché ;
- ✓ accompagnement de la dynamique de structuration et d'organisation du maraîchage qui est une activité hautement stratégique pour les ménages ruraux et pour l'économie de la région de Ouahigouya ;
- ✓ facilitation de la planification stratégique envisagée par le RECOPA et de suivi de sa mise en œuvre.

A. Trois types d'intervention

Les interventions du l'IPAR seront adaptées au rythme des partenaires et aux dynamiques développées avec les différents acteurs. Afin de rythmer ce travail d'accompagnement et de construire un processus de réflexion permanent, les trois types d'interventions suivantes sont retenues : *(i)* bilan-planification ; *(ii)* Accompagnement – suivi ; *(iii)* appui spécifique.

1. Bilan – planification

Il s'agit de visites-échanges sur terrain, d'atelier bilan annuel (évaluation interne) avec une identification des enjeux et une planification des bases de l'année suivante. La périodicité est annuelle (en fin d'année, novembre-décembre)

2. Accompagnement - suivi

Il consiste à organiser des visites de terrain, des rencontres avec les partenaires, des ateliers d'échanges, d'orientations stratégiques des activités. La périodicité est annuelle (en milieu d'année, mai-juin)

3. Appui spécifique

Il s'agit ici d'animation d'ateliers, de réflexions thématiques et d'apport méthodologique. Ces activités seront programmées à la demande.

B. La programmation des prochaines missions

Plus spécifiquement, à la suite de la 2^{ème} mission, il est envisagé d'apporter un appui aux volets maraîchiculture et riziculture à travers deux activités :

- mener une étude comparative selon la technologie utilisée (kit goutte à goutte vs haute pression) ;
- Organiser un atelier consacré à la riziculture avec une animation assurée par l'IPAR ;
- Une mission sera organisée sur le volet élevage, à la suite de la 1^{ère} mission de backstopping d'octobre novembre 2011.



ANNEXES

Annexe 1 : Détails de la mission proposée par le BUCO

Dates	Lieux	Domaines	Activités	Objectifs
02/07/ 2012	Ouagadougou		Echange avec le BuCo	Préciser le contenu de la mission Discuter de l'agenda pour la suite
	Ouagadougou	Appui aux organisations paysannes	Rencontres avec la Confédération Paysanne du Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Echange sur les activités de la CPF - Echanges sur l'appui de la DDC à la CPF <p><u>Finalité</u> : apprécier la cohérence et la pertinence de l'appui de la DDC avec les orientations de la CPF et les enjeux du milieu rural</p>
03/07/2012	Ouahigouya	Maraichage	Rencontre avec les producteurs utilisant l'irrigation goutte à goutte	<ul style="list-style-type: none"> - Echanges sur les activités de maraichage - Echanges sur les appuis de la DDC au maraichage <p><u>Finalité</u> : Apprécier le potentiel d'émergence d'une concertation locale, avec l'ensemble des acteurs des régions sur le thème du maraichage</p>
04/07/2012	Ouahigouya			
05/07/2012	Koudougou			
06/07/2012	Mogtedo, Boulbi	Filière riz	Rencontre avec les Coopératives de Mogtedo et de Boulbi	<ul style="list-style-type: none"> - Echanges sur la filière riz - Echanger sur les questions de réhabilitation d'infrastructures <p><u>Finalité</u> : apprécier la cohérence et la pertinence de l'appui de la DDC pour un développement de la filière riz</p>
07/07/2012	Ouagadougou		Echange avec le BuCo	<ul style="list-style-type: none"> - Debriefing de la mission - Formulation d'un programme pour la suite du backstoping

Annexe 2 : Déroulement de la mission

DATES	LIEUX	ACTIVITES
Lundi 02/ 07/12	Ouagadougou	<ul style="list-style-type: none"> • Echange avec le BuCo : mission et agenda • Rencontre avec la Confédération Paysanne du Faso (structuration)
Mardi 03/07/2012	Koudougou	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre avec les producteurs utilisant l'irrigation goutte à goutte (maraîchiculture) • Rencontre avec la DRAH (maraîchiculture)
Mercredi 04/07/2012	Koudougou	<ul style="list-style-type: none"> • Centre de formation / CRA (maraîchage) • Rencontre IMF (maraîchiculture)
Jeudi 05/07/2012	Ouahigouya	<ul style="list-style-type: none"> • Centre de formation (maraîchage) • Rencontre CRA (maraîchiculture) • Rencontre producteurs d'ASPYM (maraîchiculture)
Vendredi 06/07/2012	<ul style="list-style-type: none"> • Mogtédo • Boulbi 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre avec la Coopérative de Mogtédo • Rencontre avec la Coopérative de Boulbi (riziculture)
Samedi 07 /07/2012	Ouagadougou	Echange avec le BuCo : Débriefing et programmation pour la suite

Annexe 3 : Rappel des objectifs du "Programme production rurale"

Orientations majeures du programme (phase 2 : 2011 – 2014)

- Passage à l'échelle des actions (upscaling) en cours dans la micro-irrigation
- Appui à la filière riz à un niveau plus local
- Appui à la structuration des Organisations des éleveurs et à leur implication dans la concertation et l'interpellation des collectivités territoriales et autorités nationales
- Promouvoir un système d'appuis-conseils et de formations adaptés
- Appui à l'émergence d'une plate-forme paysanne élargie en lien avec l'appui de la DDC à l'échelle régionale

Objectif global

Augmenter la production agricole et pastorale pour une sécurité alimentaire, une sécurisation et un accroissement des revenus des producteurs, grâce à la mise en place d'un dispositif de conseils et services par ou pour des organisations de producteurs

Objectifs spécifiques

1. Une production diversifiée et intensifiée permet aux producteurs/trices de sécuriser et d'augmenter durablement leurs revenus
2. Les producteurs/trices améliorent leur organisation et renforcent leurs capacités pour influencer les politiques sectorielles

Résultats attendus

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Effets attendus
Une production diversifiée et intensifiée permet aux producteurs/trices de sécuriser et augmenter durablement leurs revenus	<ul style="list-style-type: none">• Plus de 10 000 maraîchers des régions Est, Nord et Centre augmentent leurs rendements et leurs revenus• Plus de 150 ha de parcelles rizicoles réhabilitées (périmètres de Boulbi, Mogtedo et rizières pluviales de l'Est)• Renforcement organisationnel et technique de 500 producteurs de riz dont 10% de femmes avec un rendement à l'ha augmenté de 50%• Deux OP (40 000 membres) mettent en place des dispositifs d'appui conseil adaptés/répondant aux besoins des EF qui augmentent de 25% leur production céréalière	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation effective des rendements et des revenus• Préservation des ressources naturelles (eau)
Les producteurs/trices améliorent leur organisation et renforcent leur capacité pour influencer les politiques sectorielles	<ul style="list-style-type: none">• Les OP du Burkina disposent d'une plate-forme nationale reconnue• Les politiques nationales et locales prennent en compte l'agriculture familiale• Les organisations d'éleveurs renforcent leur structuration interne et assurent la prise en compte des questions d'élevage, notamment pastoral, par la plate-forme nationale• Les OP influencent les politiques locales sur la gestion des ressources naturelles (notamment le foncier, les produits forestiers non ligneux)• L'égalité entre hommes et femmes est renforcée notamment pour un accès effectif des femmes au patrimoine foncier• Les femmes sont plus représentées et influentes dans les organes de décision des organisations paysannes	<ul style="list-style-type: none">• Participation des OP à la formulation des politiques sectorielles pour une prise en compte effective de leurs intérêts

Annexe 4 : Synthèse du débriefing

Acquis	Contraintes/limites/menaces	Enjeux
1. Structuration des OP		
<ul style="list-style-type: none"> Une structuration du niveau local au niveau national ; Une certaine reconnaissance par les autorités politiques comme interlocuteurs (participation au processus de négociations sur différentes réformes : foncier rural, PNSR). 	<ul style="list-style-type: none"> Une représentativité questionnée (toutes les OP ne sont pas à la CPF) ; Risque de remise en cause de la légitimité des OP à travers la création et la reconnaissance comme interlocutrice de l'Etat (Journée paysanne). 	<ul style="list-style-type: none"> La politique de sécurisation foncière ; La production dans un contexte de changement climatique ; L'absence d'une LOA ; La relecture de la loi 014 ; Le rôle et la responsabilité des acteurs ; Le suivi des exploitations familiales pour alimenter le plaidoyer ; Le dialogue inclusif.
2. Maraîchiculture		
<ul style="list-style-type: none"> Un vif intérêt des productrices et producteurs sur le système du goutte à goutte ; Des avantages reconnus : économie de l'eau, augmentation de la productivité (terre, travail); gain de temps, baisse des maladies phytosanitaires ; utilisation optimale des intrants (fumure, semences) ; Les champs école sont bien appréciés ; Un engouement pour une acquisition du système. 	<ul style="list-style-type: none"> Un système adapté aux petits producteurs mais qui ont des capacités financières très limitées. 	<ul style="list-style-type: none"> La stratégie de mise à l'échelle est à préciser : <ul style="list-style-type: none"> Comment lier les champs-écoles à l'élargissement de l'utilisation du système à un grand nombre de producteurs ? Comment faire face aux questions d'investissements ? Quel niveau de maîtrise du marché pour absorber la production ? Comment passer d'un raisonnement technique à un raisonnement global ? « <i>Là où va la masse, c'est là où ça se passe</i> ».
3. Riziculture		
<ul style="list-style-type: none"> Existence des coopératives des unions de femmes transformatrices ; Le label Mogtédo : la maîtrise de la commercialisation par l'organisation du marché local (articulation stratégique entre la production et la transformation). 	<ul style="list-style-type: none"> Une dégradation de l'environnement physique de la production (absence de protection des bassins versants, ensablement, etc.) Des difficultés dans la gestion de l'eau (faible concertation entre les différents usagers, stratégie non adaptée d'interpellation des décideurs). L'arrivée d'un opérateur privé sur le marché local dans le maillon de la transformation. 	<ul style="list-style-type: none"> La concertation entre les différents acteurs de la filière au-delà des textes élaborés sur l'interprofession ; La capacité des acteurs producteurs à défendre les espaces de production par rapport à l'emprise de la ville ; La capacité d'atténuer les risques de conflits entre les communautés liée à la raréfaction des ressources hydriques (Mogtédo et Zam)